

La Lutte de Classes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

1 rue de La Réale,
PARIS (2^e).

MARS-AVRIL 1929

2^{me} ANNÉE
N° 9

Police et Révolution (*Editorial*). — A. Courbevoie.
— La victoire de Staline (*L. Trotsky*). — Trotsky à Constantinople. — Les « Notes d'un économiste » de Boukharine (*F. Gérard*). —

La crise des partis Allemand et Tchéco-Slovaque (XXX). — Le mouvement révolutionnaire hindou (*A. Ariat*). — Un faux. — La vie de la Revue.

POLICE ET SOCIALISME

Le parti de l'ordre commence à relever la tête. En 1924 le bloc des gauches à modéré momentanément ses ambitions, et ce n'est qu'après la chute des gauches et la constitution du gouvernement d'union nationale que des forces sérieuses lui revinrent. En 1924-1928, quelques éléments exaltés de la bourgeoisie réactionnaire laissèrent momentanément supposer un péril « fasciste » : phénomène très auxiliaire de la grosse offensive qui fut menée par la grosse industrie et certaines banques contre la politique de la bourgeoisie radicale.

De 1924 à 1928 la situation économique se stabilise. La bourgeoisie prépare ses positions en vue des nouvelles perspectives qui s'offrent à la concurrence mondiale. L'Union Nationale réalise un groupement sérieux de la grande industrie et du capital financier et commercial. La bourgeoisie réclame l'ordre dans sa production, dans ses finances, dans la rue. La cartellisation d'importantes branches de la production, la rationalisation qui débute, raffermissent sérieusement les bases de la production. Les finances s'assainissent, des milliards d'impôts supportés par la classe ouvrière permettent la stabilisation du franc (ré-

clamée par les « gauches » et par... les banques). L'épargne se rassure, la balance commerciale s'égalise. Quant à la rue, on déclare la guerre au communisme, aux syndicats unitaires, et d'une manière générale à toute revendication ouvrière qui se réclame de l'intérêt de classe et non de l'intérêt « national ».

L'année 1928 est marquée par une offensive très systématique des pouvoirs publics contre toute manifestation révolutionnaire. La police voit ses effectifs renforcés, sa tactique assouplie, ses interventions multipliées. On instaure les gardes mobiles, troupes de choc destinés à faire la police des grèves. La grande presse réclame l'ordre. Elle redouble les campagnes chauvines et patriotiques. Elle s'attaque aux manifestations de l'opinion. La justice se fait plus servile que jamais, tantôt brutale, tantôt pressante, toujours dévouée à la besogne de repression réclamée par le gouvernement et par les organes, comme *l'Ami du Peuple*, qui font mine de l'intimider. L'Eglise y ajoute ses bons offices : son influence remonte avec la vague de réaction.

En 1929 la bourgeoisie commence à compter les succès. La division syndicale, toujours aussi

profonds, épuise souvent les luttes ouvrières au profit du patronat. Un profond courant entraîne les dirigeants de la C.G.T. et du Parti Socialiste dans les voies de la démocratie bourgeoise; une minorité, décidée à combattre, et repoussée par le parti communiste, reste ballottée, sans direction, incapable de se ressaisir. L'offensive patronale, la pénétration policière, la répression gouvernementale combinées avec le sectarisme et l'esprit manœuvrier du parti communiste, achèvent de multiplier et de désorganiser les rangs révolutionnaires; une masse compacte de militants, égaillée autour du parti communiste, retournent à la passivité, attendant des heures plus favorables.

Il faut souligner avec force les opérations auxquelles, dans ces circonstances, se livre le parti socialiste. Au lendemain des élections législatives de 1928, ce parti a indiqué qu'une nouvelle période de réaction s'ouvrait durant laquelle il devait rester dans la plus stricte opposition — parlementaire, s'entend. Une division latente s'installa dans ses rangs: toute sa direction, malgré des campagnes à propos de la *Gazette du Franc*, des scandales de Rhénanie, etc... et sa presse, liée par une promesse de collaboration future avec les radicaux dans une période plus propice, s'abstint de toute lutte effective contre l'Union Nationale. Dans les sections de base, dans les syndicats confédérés qui subissent leur influence, un certain nombre de militants réclamèrent — bien en vain — une politique plus active de lutte envers l'Union nationale. Cependant le cap étant toujours sur la lutte contre le parti communiste, c'est forcément la tendance collaborationniste, les cadres petits-bourgeois, les parlementaires, qui l'emportèrent, profitant auprès de larges couches ouvrières du fait que la rationalisation, l'abaissement des salaires, et d'une manière générale l'empirement de ses conditions de vie n'avait pas encore pris un caractère grave. Cependant la tactique offensive de la bourgeoisie ne permet à aucun groupement ouvrier l'attitude « juste milieu » que voudraient adopter les socialistes. Et c'est une implacable logique, la logique de l'intérêt général, qui les fait si souvent peser dans la balance du côté de la bourgeoisie.

Le parti communiste a poussé des clamours justifiées par les faits, et non par sa propre attitude, contre la participation des cadres socialistes aux entreprises policières du gouvernement. On sait à quelles extrémités ceux-ci en arrivent. Au conseil municipal, la fraction socialiste vota l'ordre du jour de confiance au préfet de police qui fut présenté par un conseiller réactionnaire, après la mort d'un agent, tué dans une bagarre provoquée par la police lors de la conférence

régionale du parti communiste à Clichy. C'est du Noskisme. Une certaine émotion se fit jour dans la gauche du parti socialiste à ce sujet. Mais à quoi cela se réduit-il? A une protestation platonique d'un Ziromsky, à une explication pitoyable d'un Paul Faure, donnant à la police de judicieux conseils pour éviter les bagarres et cueillir les militants dans le calme! (voir *Le Populaire* du 9 avril). L'affaire vient devant le conseil fédéral de la Seine de la S.F.I.O., et Fiancette trouve encore des paroles pour expliquer le vote de confiance au préfet de police des conseillers socialistes (6 sur 13 se sont abstenus). Se référant à un livre récent d'un ex-communiste, il déclare :

« Toute la brochure montre que le parti bolchevico-communiste français ne s'embarrasse de rien pour le recrutement de ses cadres et de ses adhérents et qu'alors les gens qui le composent et qui le dirigent, en grosse partie, sont capables de commettre les pires méfaits.

« Je sais que certains d'entre vous soutiennent qu'il faut être avec la classe ouvrière, même lorsqu'elle se trompe. C'est une opinion mais ce n'est pas la mienne. Mais en admettant même cette opinion, je dirais qu'elle n'a pas de valeur à l'heure actuelle, car la classe ouvrière ne se trompe pas. Elle est trompée par un parti qui se réclame d'elle et qu'elle n'hésiterait pas à rejeter si elle connaissait dans les détails les mensonges et la boue dont s'enveloppent les cadres dirigeants du parti.

« Eh bien, tous les hommes comme moi, et comme mes amis, qui avons voté l'ordre du jour pour lequel nous sommes incriminés, nous ne nous associerons jamais à ce parti, nous le combattons de toutes nos forces et ne reculerons devant aucune responsabilité sachant qu'en pratiquant ainsi nous défendrons l'avenir de la démocratie, de la République et du socialisme. »

Et la presse bourgeoise d'applaudir, à juste titre. Certes, l'immoralité absolue dans le choix des armes, de la part des socialistes, trouve son écho dans celle dont fait preuve la direction du parti communiste. Mais c'est avec raison que de nombreux ouvriers sont repoussés du parti socialiste, en voyant qu'il ne « recule devant aucune responsabilité » c'est-à-dire, devant celle d'accorder confiance à la police dans sa besogne de répression du communisme. Cette politique, c'est celle des concentrations anti-communistes, dont la bourgeoisie se félicite, et dont la classe ouvrière, dans sa totalité, fait les frais.

Toute l'erreur de la direction du parti communiste est de ne pas savoir, et de ne pas pouvoir, tirer parti d'une telle situation. Les compromis-

sions multiples et le scepticisme sont tellement installés à sa tête, qu'elle est hors d'état de mener une véritable campagne dans la classe ouvrière, et de l'éduquer. Toute sa politique l'entraîne dans une attitude sectaire qui ne trouve pas sa justification dans les circonstances présentes. Sectarisme presque uniquement verbal, d'ailleurs, et qui n'est nullement conforme à une attitude de compromis constants.

Si les ouvriers révolutionnaires offrent aujourd'hui une faible résistance aux coups du gouvernement, si des couches très étendues de travailleurs laissent dans le silence se produire des faits comme celui que nous venons de rappeler, il est certain que la direction du parti et de l'Internationale en a une grande part de responsabilité. Responsabilité qui s'accroît si l'on songe aux perspectives d'avenir. Nul doute que des combats prolongés et violents attendent la classe ouvrière. Le patronat français entre dans une phase de concurrence aiguë avec les industries étrangères; les Etats-Unis dominent toujours le marché. Il importe donc avant tout que le parti, luttant contre l'Etat et ceux qui le soutiennent au nom de l'intérêt général, soit en mesure de grouper la classe

ouvrière entière, sur un terrain révolutionnaire.

Ce terrain est actuellement encombré par « l'appareil » du parti communiste, et presque absolument déserté par le parti socialiste. C'est pourtant là que devra se reformer le mouvement communiste de demain. La répression gouvernementale est un signe certain des offensives de la bourgeoisie, mais ce n'est pas pour cela un signe de la valeur de défense et d'attaque des partis communistes. L'hervéisme d'avant-guerre eut de nombreux martyrs, dont on connaît la fin. Dans cette période d'offensive patronale, la valeur d'un parti communiste doit se mesurer à l'efficacité de ses ripostes, de ses évolutions tactiques, à la sûreté de ses analyses théoriques; mais la réalité est actuellement fort différente. Le socialisme glisse sur une position purement démocratique et le parti communiste accumule les erreurs tactiques avec des appréciations théoriques erronées; les masses révolutionnaires n'ont pas encore trouvé leur guide pour les luttes ultérieures. Il faudra que dans la bataille elles sachent le forger, sur un terrain révolutionnaire raffermi qui est momentanément, grâce aux efforts combinés du socialisme et de l'appareil de l'I. C., un marécage.

Une réunion à Courbevoie

Le Cercle communiste Marx et Lénine a donné une réunion d'information à la Maison du Peuple de Courbevoie, le 9 mars dernier. Au total environ soixante-dix camarades, écoutèrent l'exposé de notre camarade Gérard, qui dépeignit brièvement l'état du mouvement communiste en U.R.S.S. et dans l'Occident. Il fit une brève analyse de l'état du mouvement politique et syndical français en soulignant les tâches générales que doit assumer l'opposition communiste.

Un camarade membre du parti, vint, sans succès, apporter la contradiction démagogique de règle. Puis Dionnet manifesta son accord avec l'exposé de Gérard, et demanda à Souvarine différentes précisions sur son article paru en supplément du *Bulletin Communiste* (n° 30). Divers autres camarades demandèrent aussi à Souvarine d'exposer son point de vue en apportant des renseignements sérieux sur la crise russe. Souvarine fit donc un exposé de ses idées propres, exposé qui fut écouté avec l'attention la plus soutenue par toute l'assistance. Il fit l'historique de la crise du parti bolchevik, donna de nombreuses explications sur les caractéristiques économiques de l'U.R.S.S., et esquissa un certain nombre de critiques à l'adresse de l'opposition de gauche et de droite — critiques qui ont d'ailleurs été exposées par lui dans le *Bulletin Communiste*.

De telles réunions prouvent que l'on peut discuter partout où les moyens permettent de les organiser et que les travailleurs qui ne peuvent pas se satisfaire des calembredaines de l'*Humanité* viendront toujours plus nombreux pour écouter les explications honnêtes et sérieuses de l'opposition.

ERRATA

Un certain nombre de coquilles regrettables se sont glissées dans notre précédent numéro.

Nous releverons les deux principales : Dans le sous-titre de l'article d'Ania, on a composé : *Le sens des choses et le sens des réalités*, au lieu de : *Le sens des mots et le sens des réalités*. Le contenu de l'article suffisait d'ailleurs à rectifier ce qui pouvait apparaître comme une tautologie pédante.

D'autre part, p. 246, au lieu du titre de rubrique *Les Livres*, on a composé *Les Revues*, c'est-à-dire *Les Revues* agrémenté d'une coquille supplémentaire.

Nous ferons le nécessaire pour que de telles erreurs ne se répètent pas à l'avenir.

La Lutte de Classes

1, rue de la Réale (app. 48), Paris (2°)

PARAIT MENSUELLEMENT

Abonnements :	FRANCE	ETRANGER
1 an	20 fr.	30 fr.
six mois	10 fr.	15 fr.

Prix du numéro : 2 francs.

Envoyez toute la correspondance au
SECRETARE DE LA REDACTION,
1 rue de la Réale, Paris 2°.

La victoire de Staline

L'article que nous publions ci-dessous a été écrit récemment par Trotsky à Constantinople. Tous nos camarades en saisiront immédiatement l'intérêt. Bien qu'il ne fasse que résumer certaines données déjà familières à nos lecteurs, dont on trouvera le complément indispensable dans la Lettre à l'Institut Historique du parti, de Trotsky, publiée dans le n° 29-30 du Bulletin Communiste, il s'y trouve quelques indications nouvelles très précieuses. Il est écrit en français.

Staline fut élu secrétaire général du parti en 1921, quand Lénine vivait encore. A cette époque ce poste avait seulement dans son ensemble une importance technique. Néanmoins, même dans ce cas, Lénine s'opposa à la candidature de Staline. C'est justement à cela qu'il pensait lorsqu'il faisait sa remarque sur le cuisinier qui préparerait des plats fortement assaisonnés. Mais sur ce point Lénine céda aux autres membres du Bureau politique, malgré sa répugnance : « Essayons-le et nous verrons. »

Les circonstances furent bouleversées par la maladie de Lénine. Jusque là Lénine était à la tête du Bureau politique, et avait la direction générale du parti. Staline, secrétaire général, centralisait seulement la direction pour l'exécution des travaux du C. C. Chacun des autres membres avait ses fonctions spéciales. Ainsi, la maladie de Lénine mit instantanément la direction centrale entre les mains de Staline. Temporairement seulement, pensait-on. On ne songeait pas à opérer des changements définitifs, parce que chacun espérait que Lénine serait bientôt rétabli.

Pendant ce temps, Staline déployait une activité fébrile. Il plaçait ses amis à tous les postes importants du parti. Lorsque Lénine retrouva la santé, après sa première attaque, et reprit son travail, la bureaucratie s'était retranchée et Staline avait acquis une grande influence sur la masse des membres du parti. Lénine insistait pour que je lui succède au Conseil des Commissaires du peuple, et discutait avec moi des mesures à prendre pour se débarrasser de la bureaucratie de Staline. Nous nous proposons d'atteindre ce but sans provoquer trop de cahots.

Mais Lénine tomba malade à nouveau. Dans ce qu'on appelle son testament, écrit le 4 janvier 1923, Lénine insista encore pour que l'on écarte Staline de la direction du parti, à cause de son manque de franchise et de sa tendance à abuser de ses pouvoirs. Mais Lénine dut s'aliter une fois de plus, et une fois de plus Staline s'empara temporairement du commandement. L'espoir de voir Lénine se rétablir diminua. Avec la perspective de sa disparition se posa la question de sa succession.

A cette époque les divergences d'opinion profondes n'avaient pas encore clairement pris figure. Le mot d'ordre de Zinoviev, Staline et les autres était : « Ecartere Trotsky du pouvoir ». Dans la lutte qui opposa plus tard Zinoviev et Kamenév à Staline, ceux qui avaient participé aux conspirations de cette période en révélèrent eux-mêmes le secret. Car c'était bien une conspiration. On créa un Bureau politique secret — le *semiorka*, composé de sept membres — qui comprenait tous les membres du Bureau politique

officiel, sauf moi, plus Kouibychev (aujourd'hui président du Conseil supérieur de l'Economie nationale). Toutes les questions étaient tranchées à l'avance par ce bureau secret, dont les membres devaient soutenir les décisions. Ils ne devaient pas polémiquer entre eux, et s'engageaient à rechercher tous les moyens pour m'attaquer. Les organisations locales du parti avaient des bureaux secrets tout pareils, étroitement liés au *semiorka*, par une discipline de fer. Ils avaient même un chiffre secret pour leur correspondance.

C'était un organisme illégal constitué à l'intérieur du parti, et dirigé contre un seul homme. La seule épreuve que l'on faisait subir aux fonctionnaires responsables dans le parti et le gouvernement était : « Est-il contre Trotsky? » Durant le long inter-règne causé par la maladie de Lénine, cette campagne fut poussée sans rémission, mais prudemment et secrètement, pour que, dans le cas où Lénine fût revenu à la santé, les ponts minés pussent paraître intacts. Des mercenaires appointés furent employés par les conspirateurs. Les candidats aux différents postes devaient « deviner » ce qu'on leur demandait. S'ils comprenaient, ils étaient sûrs d'être nommés. C'était un genre particulier de fanatisme qui reçut le nom d'anti-trotskyisme. La mort de Lénine libéra le complot et lui permit de se dérouler ouvertement.

Les membres du parti qui protestèrent contre ces intrigues démoralisantes furent l'objet d'attaques perfides et vénémeuses, pour des prétextes souvent imaginaires. D'autre part les membres du parti dont les principes étaient vacillants et qui, pendant les cinq premières années du régime soviétique, risquaient à chaque moment l'exclusion de l'assurance, et saisirent l'occasion de montrer qu'ils repoussaient Trotsky. On employa les mêmes méthodes, depuis la fin de 1923, dans tous les partis du Comintern. Les chefs furent écartés, d'autres maintenus en place, suivant leur attitude à l'égard de Trotsky. On opéra des sélections non d'après les aptitudes, mais d'après la malléabilité. La politique générale du parti était de remplacer les hommes indépendants et capables par des médiocrités dociles aux chefs.

Staline devint l'incarnation et la suprême expression de cette médiocrité. A la fin de 1924, quand les trois quarts de l'appareil du parti eurent été sélectionnés de cette façon, on engagea la lutte dans la masse des membres du parti. On boucha les sorties en attendant de donner le signal de l'attaque. Puis le signal fut donné.

Les deux premières discussions ouvertes contre moi, en automne 1923 et en automne 1924, coïncidèrent dans les deux cas avec ma maladie, qui m'empêcha de me rendre aux réunions. En même temps, sous la pression du Comité Central, on prépara les masses à l'attaque. On exhuma des archives mes anciennes divergences avec Lénine, qui étaient antérieures, non seulement à la Révolution, mais à la guerre, et avaient été liquidées depuis longtemps d'un commun accord. On les déforma et on les amplifia, et on les offrit à la masse ignorante du parti comme sujet d'un intérêt immédiat et brûlant.

Les masses furent étourdies, surprises et intimidées. La méthode de sélection du personnel

descendit d'un degré plus bas. Il devint impossible d'obtenir un emploi de directeur d'usine, de secrétaire du Comité d'usine, de président d'une commune agraire, de libraire ou de typographe sans manifester une antipathie affichée contre Trotsky. Le parti souffrit de répressailles économiques.

*

J'évitai aussi longtemps que possible de prendre part à cette lutte, spécialement parce qu'elle était réduite à une conspiration sans principes contre ma propre personne. Il était clair pour moi qu'une fois commencé, un pareil combat devait inévitablement s'aggraver considérablement, et qu'il aurait, sous le régime de la dictature prolétarienne, des conséquences menaçantes. Je ne peux pas discuter ici la question de savoir si j'ai eu raison d'essayer de maintenir l'unité au prix de concessions personnelles considérables, ou si j'aurais dû prendre l'offensive sur toute la ligne, même s'il n'y en avait pas de raison tout à fait suffisante. Le fait est que j'ai choisi la première voie, et malgré ce qui est arrivé depuis, je ne le regrette pas. Certaines victoires mènent à une impasse, certaines défaites ouvrent de nouvelles voies.

C'est seulement après que de très profondes différences d'opinion se furent manifestées, laissant loin derrière les simples intrigues, que je tentai de canaliser la lutte dans les limites d'une discussion de principes, de façon que la justesse des opinions contradictoires et des prophéties puissent être justifiées par l'expérience. D'autre part Zinoviev, Kamenev et Staline — le premier se tenant prudemment entre les deux autres, au début — poussèrent le combat jusqu'au bout. Ils ne donnèrent pas au parti le temps de réfléchir et de comprendre par l'expérience qui avait raison. Quand Zinoviev et Kamenev se séparèrent de

Staline, ce dernier usa contre eux de la même férocité qu'ils avaient déployé tous les trois contre le Trotskysme depuis déjà trois ans.

Tout cela n'est pas une explication historique de la victoire de Staline, mais seulement un rapide récit de la manière dont il l'emporta. Je n'ai pas l'intention de me plaindre des intrigues dont j'ai été l'objet. Toute politique qui rejette sa propre défaite sur les intrigues de ses adversaires est une politique aveugle. L'intrigue, dans ce cas, est la technique du travail — bien que son rôle soit nécessairement secondaire. Les grands problèmes historiques sont résolus par les profondes forces sociales.

Le triomphe de Staline, avec tous ses vacillements et ses ondoiements, exprime les grandes lignes du changement survenu dans les relations entre les classes dans la société révolutionnaire. Elle reflète la situation internationale des dernières années; mais l'ensemble de ces questions devrait être traité à part longuement.

Pour le moment disons simplement ceci : « En dépit de toutes les fautes qu'elle a commises, de toutes ses confusions dans l'interprétation des différentes étapes de la lutte intérieure des Soviëts, la Presse mondiale, malgré son hostilité au bolchevisme a su en général s'emparer de la principale graine sociale : la victoire de Staline est la victoire des tendances les plus modérées, conservatrices, bureaucratiques et nationalistes, et des partisans de la propriété privée, sur les principes de la révolution mondiale et les traditions du Marxisme. En conséquence il n'y a pas de raison de protester lorsque la presse bourgeoise loue si élogieusement le réalisme de Staline ».

Mais c'est une question différente, se savoir combien de temps durera sa victoire, et quelle direction vont prendre les événements.

L. TROTSKY.

Trotsky à Constantinople

Notre camarade Trotsky est toujours à Constantinople. Le cabinet social-démocrate allemand lui a refusé l'entrée du Reich, même pour une cure temporaire. A la date du 19 avril on apprend que le Gouvernement norvégien, qui avait été pressenti, refuse aussi tout permis de séjour à Trotsky. Rappelons que le Gouvernement français, ainsi que le Gouvernement belge, ont déjà eux aussi refusé. Ces différents refus serviront à ouvrir les yeux de beaucoup de camarades sur les mensonges de la presse communiste officielle: Selon elle, le monde capitaliste a « accueilli Trotsky à bras ouverts ». On voit à quoi cela se réduit. En réalité aucun gouvernement capitaliste, jusqu'à présent, ne veut accueillir Trotsky — si l'on excepte la Turquie, qui l'a accepté pour rester dans les bonnes grâces de Staline. On doit souligner que cette situation n'est pas seulement due à l'intransigeance des gouvernements bourgeois, mais aussi aux démarches des représentants diplomatiques soviétiques qui ont fait les

pressions nécessaires sur ces gouvernements. Cela est particulièrement éclatant pour l'Allemagne, Stresemann ayant mis son veto pour accéder aux désirs exprimés à ce sujet par le Gouvernement soviétique.

En attendant, Trotsky reste à Constantinople, dans des conditions difficiles.

En U.R.S.S., des papiers mensongers et démagogiques ont été écrits par les valets de plume de Staline à propos des 4 articles que Trotsky a publiés dans la presse américaine (en France, *le Journal* en a reproduits 3, complètement tronqués). Nous les avons signalés dans notre dernier numéro. Aux plates calomnies des Yaroslavsky, Trotsky a répondu, dans une récente *Lettre aux ouvriers de l'U.R.S.S.* reproduite par différents journaux d'opposition. Il y écrit :

« Enfermé par les thermidoriens dans cette prison qu'est maintenant pour moi Constantinople, je me suis servi du wagon plombé de la presse bourgeoise pour dire la vérité au monde entier. Imbécile dans son débordement la calomnie staliniste contre « mister Trotsky » n'est rien autre chose que la répétition des calomnies bourgeoises et socialistes-révolutionnaires contre « Herr Lénine ».

Veillez prendre note de notre nouvelle adresse : 1, rue de la Réale, Paris (2^e).

Abonnement France, 1 an, 20 fr. — 6 mois : 10 fr.
Etranger, 1 an, 30 fr. — 6 mois : 15 fr.

Cte chèque postal :
1333-80 - Naville-Paris.

Les „Notes d'un économiste“ de Boukharine

Une théorie des crises de la Société de transition

Le conflit qui met aux prises l'opposition de droite et la direction stalinienne dans le parti russe, entre dans une phase décisive. Les mesures d'organisation prises contre Tomsky à la Direction de l'Internationale Syndicale Rouge, contre Boukharine à la direction de l'Internationale Communiste et à *La Pravda*, contre le Comité du parti de la Région de Moscou, les démissions données et retirées par Rykov, Boukharine et Tomsky au Bureau Politique et la comparution de Boukharine devant la Commission de Contrôle marquent l'aboutissement de cette lutte dont l'issue est suspendue pour une grande part au développement économique ultérieur en U.R.S.S.

La pression de la droite sur le « centre » avait présenté jusqu'ici le caractère d'une action sourdement exercée par les moyens économiques dont dispose maintenant la classe paysanne, certaines catégories d'ouvriers qualifiés, les spécialistes et les intellectuels, presque tous fonctionnaires. Elle se présentait, pour autant qu'on peut le préciser, comme une tendance à la pacification sociale et à l'enrichissement national grâce au relâchement des mesures de rigueur politiques et économiques dirigées contre le paysan aisé, et à la modération du processus d'industrialisation. L'opposition de gauche la dénonçait comme l'adoption de la ligne de moindre résistance devant les difficultés économiques et la capitulation devant les classes adverses.

L'élimination politique de l'opposition trotskyste, l'aggravation des difficultés économiques ont mis à jour le conflit latent. L'opposition de droite qui n'était pas constituée en fraction politique ouverte n'a jamais mis au point de plateforme. Elle n'a cependant engagé la discussion sur le plan politique, dans les organismes du parti. Boukharine, en octobre 1928 publia les *Notes d'un Économiste* que l'on peut considérer comme le premier texte en clair représentatif de la tendance de droite (1). Sous le couvert d'une discussion de théorie économique dirigée contre Trotsky et ses partisans, c'est un exposé des tendances de l'opposition de droite : pour l'essor des économies individuelles paysannes, pour la protection et le développement de la production paysanne, pour l'octroi des libertés et de facilités économiques et politiques aux paysans.

LA CRISE DE LA PÉRIODE DE RECONSTRUCTION

Au début de son écrit, Boukharine pose la nécessité d'en finir avec la « nourriture spirituelle » insuffisante fournie aux doubles des ouvriers et de franchir avec la fadéur stérile des thèses. Il affirme que l'on n'a pas suffisamment reconnu tout ce qu'il y a de nouveau dans les conditions de la période de reconstruction.

(1) Ce texte a paru en français dans la *Correspondance Internationale*, sous le titre : *Au début d'une nouvelle année économique; remarques d'un économiste*. N° 126, 127, 129, 131. (Octobre 1928).

Après avoir donné des chiffres généraux qui marquent la croissance de l'industrie, il décrit les crises économiques de la Russie Soviétique, crises inverses des crises capitalistes. Ce sont des crises de famine de marchandises au lieu de crises de surproduction, des crises de pénurie d'investissement de capital au lieu de crises de pléthore d'investissements.

A la société de la période de transition, il se propose d'appliquer la théorie marxiste des crises. Car si dans cette société subsiste la lutte des classes, elle présente aussi une unité contradictoire mais réelle. Aussi peut-on étudier les schémas de la coordination exacte des diverses sphères de la reproduction et de la consommation. C'est là la tâche de l'élaboration d'un plan de l'économie nationale.

La disette de marchandises ne peut être considérée, dit-il, comme la loi de fer du développement nouveau. Il y distingue, d'une part, le retard de la production sur une demande qui croît plus vite encore, et d'autre part, la disette de marchandises envisagée numériquement.

Le retard n'est pas fatal. Il exprime que le ressort immédiat du développement économique est le besoin croissant des masses que la production doit suivre dans sa progression. La crise ne provient que de la coordination fautive des éléments de la reproduction.

Ces fautes d'appréciation proviennent en partie de l'impossibilité de délimiter rigoureusement les éléments liés à l'anarchie des petites économies, à la liaison au marché et aux facteurs imprévisibles (récolte de blé, etc.). L'anarchie relative de la période de transition entraîne cette « absence relative » du plan.

Contre l'opposition trotskyste, Boukharine affirme qu'on ne saurait négliger ces éléments anarchiques dans le plan et qu'on ne saurait estimer la proportion entre les branches industrielles « en soi » sans les lier aux relations avec le marché paysan.

« De graves fautes dans la direction de l'économie qui violent les proportions fondamentales de l'économie dans le pays peuvent faire surgir des regroupements de classes extrêmement défavorables pour le prolétariat. Le bouleversement de l'économie politique, dans le pays est le revers de la médaille du bouleversement des proportions économiques nécessaires ».

Boukharine pose alors le principe :

« Pour obtenir un cours aussi favorable que possible (exempt autant que possible de crises) de la reproduction sociale et de l'accroissement systématique du socialisme et par conséquent aussi du rapport des forces de classes aussi avantageux que possible pour le prolétariat, il faut s'efforcer de trouver une combinaison aussi juste que possible des éléments de base de l'économie nationale (il faut les mettre en équilibre, en disposer de la façon la plus judicieuse possible, il faut qu'on influe activement sur le processus de la vie économique et de la lutte des classes) ».

Renoncer à cette tâche c'est capituler devant

l'anarchie petite bourgeoise et s'abandonner au conservatisme et à la routine de l'appareil bureaucratique.

RELATIONS DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE

C'est dans cet esprit que Boukharine aborde la « maudite » question des rapports entre la ville et la campagne en rappelant le passage de Marx : « Que les types différents des rapports entre la ville et la campagne caractérisent des époques historiques entières ».

Dans les cadres du capitalisme il range ces rapports sous trois catégories :

1) agriculture arriérée, paysan paupérisé, exploitation impitoyable par le fermage, faible capacité d'absorption du marché intérieur (Russie avant la Révolution) ;

2) moins de servage, propriétaires fonciers proches du capitalisme, existence d'une paysannerie aisée, capacité plus grande d'absorption du marché paysan ;

3) absence de rapports féodaux, terres libres à l'origine du développement, pas de rente foncière, des fermiers aisés, un grand marché intérieur (Etats-Unis).

Trotsky, partisan de la pression maximum des possibilités paysannes, veut placer la Russie, dit Boukharine, dans la première catégorie alors qu'il faut la mettre dans la dernière. Et ce qui, aux Etats-Unis, a contribué au développement des forces productrices dans le cadre capitaliste, doit les faire progresser plus rapidement encore dans le cadre socialiste.

Ce n'est que sur la base d'une économie générale s'accroissant rapidement — et non sur une paysannerie pillée — que le développement industriel atteindra des chiffres records. L'industrie « doit faire face à la campagne et la faire passer de l'arrière cour de l'histoire sur le front de l'économie politique ».

Puis Boukharine se retourne sur sa droite contre les chevaliers petits bourgeois de l'économie roulinière paysanne qui ne marquent pas sa solidarité avec le développement industriel pour la transformation révolutionnaire de la société. Il faut, dit-il, réduire ces deux ailes pour la solution concrète des rapports de l'agriculture et de l'industrie.

Il faut réduire, dit Boukharine, les paradoxes de nos crises : insuffisance d'objets manufacturés pour la demande du village et insuffisance de blé — retard du développement industriel sur l'agriculture et accroissement industriel devant l'agriculture — investissements en progression considérable du capital dans l'industrie, et déficit de marchandises.

Pour Trotsky, dit Boukharine, l'industrialisation doit être le levier au moyen duquel on élèvera et on transformera une agriculture d'une technique encore très arriérée, pour la diriger vers le socialisme. La seule solution est de forcer l'industrialisation.

A cette théorie, Boukharine reproche de ne pas tenir compte des possibilités de base de l'industrie par rapport à l'agriculture ni du mouvement des proportions respectives de ces deux productions.

Au moyen des chiffres de la Commission de

L'Economie pour 1927-1928 il expose que la dynamique de l'accroissement de l'industrie marque une « prépondérance gigantesque » du rythme de développement de l'industrie et du secteur socialiste.

Accroissement de la fortune de base sur l'année précédente :

	1925/26	1927/28
Industrie d'Etat et électricification	+ 8,6 %	+ 15,1 %
Agriculture	+ 4,5 %	+ 4,3 %

Accroissement de la production brute sur l'année précédente (calculée sur la base des prix d'avant-guerre) :

	1925/26	1927/28
Industrie	+ 39,3 %	+ 13,4 %
Agriculture	+ 20,6 %	+ 3 %
Céréales	+ 32,4 %	- 1,9 %

Accroissement de la production de marchandises sur l'année précédente (sur la base des prix d'avant-guerre) :

	1925/26	1927/28
Industrie	+ 38,5 %	+ 13,9 %
Agriculture	+ 11,3 %	+ 8,9 %
Céréales	+ 30,8 %	+ 6,8 %

En présence de ces chiffres, dit Boukharine, il est impossible d'admettre l'explication donnée par l'opposition trotskyste : un retard de l'industrie sur l'agriculture (2), alors que le rythme du développement industriel est incomparablement plus élevé que dans les pays capitalistes.

(2) Voici quelques passages essentiels du texte que Boukharine désigne et où Trotsky exprime la pensée ici incriminée. « Que signifiait le revirement de révier ? C'était l'aveu du retard subi par l'industrie, de la différenciation menaçante dans les campagnes et du terrible danger koulak. Que fallait-il en déduire pour fixer la nouvelle ligne de conduite ? Un changement dans la répartition du revenu national, en faisant dévier vers l'industrie une partie de celui-ci allant jusque là au koulak, en le déplaçant du capitalisme au socialisme, en accélérant le développement de l'industrie aussi bien lourde que légère... L'agriculture ne peut être relevée qu'avec l'aide de l'industrie. Il n'existe pas d'autres leviers. Pourtant notre industrie retardée incroyablement sur l'économie paysanne que nous avons devant nous, émietée, arriérée, barbare ; le retard de l'industrie se constate non seulement par rapport aux aspirations historiques générales de l'économie paysanne mais aussi par comparaison à la capacité d'achat de celle-ci... Bien que l'industrie ait un type de production et de technique infiniment supérieur à celui de l'agriculture, elle n'est pas de taille à jouer un rôle de direction et de transformation — rôle vraiment socialiste — en face des campagnes mais elle n'est même pas capable de satisfaire aux besoins courants du marché du village et elle retarde ainsi le développement de celui-ci » (*Le P. en m de Juillet et le danger de droite. Lettre au Congrès de l'I.C.*). On voit le sens que Trotsky entend donner à l'expression ; retard de l'industrie sur l'agriculture, reprise par Boukharine. Ce retard s'apprécie par rapport à deux tâches : La transformation de l'agriculture et la satisfaction du pouvoir d'achat des campagnes. Et elle ne s'entend pas de la comparaison du rythme propre de développement de l'une et de l'autre économie, dont la comparaison est ainsi absolument abstraite. Plus abstraite encore lorsque on use, comme le fait Boukharine, d'une proportion, jugée inappropriée,

LA CRISE DU BLE

Pour Trotsky, poursuit Boukharine, l'industrie ne parvient pas à couvrir la demande du village. Mais il importe d'étudier cette demande.

Or, près de la moitié des revenus de la paysannerie — donc de ce pouvoir d'achat attribué à la production agricole — a sa source dans les travaux liés à l'industrie elle-même (la construction notamment). D'autre part il est clair, pour Boukharine, que le stockage du blé est une légende ridicule et, au contraire, que l'on produit très peu de blé.

C'est à tort qu'on identifie la croissance des récoltes au village et la croissance de la production de blé. Depuis 1927 il y a régression de la production du blé. (En pourcentage sur l'année précédente, augmentation de 3,8 en 1926-27 mais régression de 1,9 en 1927-28).

« Etant donné un accroissement tumultueux de l'industrie, étant donné un accroissement continu des besoins de cette population, la quantité de blé reste stagnante ».

Il y a crise de production du blé manifestée par :

- 1) la disproportion croissante du prix du blé et des cultures techniques;
- 2) l'accroissement au village des recettes non agricoles;
- 3) l'augmentation insuffisante des impôts sur les koulaks.
- 4) la livraison insuffisante au village de marchandises industrielles;
- 5) l'influence économique croissante des koulaks.

Cette crise est liée à une fausse politique des prix, à une disproportion formidable entre les prix du blé et des autres produits agricoles, d'où il s'ensuit un regroupement de la production agricole au détriment du blé.

Au nom de la théorie générale de la plus-value Boukharine combat la pression paysanne qui empêcherait l'économie du blé — « tout comme une autre économie » — d'accumuler et par conséquent de se maintenir comme de s'accroître.

« Lorsqu'une branche de production quelconque ne retrouve pas systématiquement les frais de production plus un certain excédent qui répond à une partie de la plus-value et qui puisse servir de source à la production élargie, elle est stagnante et elle régresse ».

Or l'élargissement de la production du blé est nécessaire sur le plan de l'importation comme de l'exportation non seulement pour éviter de tom-

relative à des points de départ — étalons aussi inégaux que l'économie industrielle et l'économie agricole de Russie, car le niveau de la première était infime et absolument hors de proportion avec les besoins immédiats qu'elle avait à satisfaire.

Ce retard s'entend, au contraire, à l'égard du rôle de transformation sociale qui lui était assigné par l'opposition, comme à l'égard du pouvoir d'achat du village. C'est dans ce sens que l'on trouve dans la plate-forme de l'opposition pour le XV^e Congrès :

« Le rythme insuffisant du développement de l'industrie provoque à son tour un retard dans la croissance de l'économie rurale. Aucune industrialisation n'est possible sans un relèvement décisif des forces productives agricoles et une augmentation de ses capacités commerciales ».

ber sous la dépendance de l'étranger en matière de céréales mais encore pour payer les machines importées avec « de la monnaie agricole ».

L'ANALYSE DE LA DEMANDE

Après avoir exposé qu'il ne se constitue pas un pouvoir d'achat ayant pour origine la production agricole et qui demeure insatisfaite par l'industrie citadine, mais qu'au contraire la production agricole est menacée, Boukharine passe à l'analyse de la demande de marchandises.

Boukharine expose que la demande de marchandises provient, pour 70 % de la demande totale, de l'industrie, de l'économie socialisée, des salariés et des citadins.

Donc, Trotsky a tort de prétendre que l'industrie est en retard sur la demande de la campagne : c'est la demande de la ville qu'elle ne peut satisfaire.

« L'industrie dans son développement tumultueux se heurte aux limites même de son développement ».

Et pourquoi? parce qu'on n'a pas établi de proportions justes entre les branches de l'industrie, pas de proportions justes entre l'accroissement de la production et celle des investissements et que les limites du développement de la production de matières premières sont déterminées (textiles). Et la crise agricole entraîne la crise de ces matières premières.

« En résumé il faut dire : 1°) En ce qui concerne la fortune fondamentale, la production totale et la production des marchandises, le rythme de développement de l'industrie dépasse de façon extrêmement forte le rythme de développement de l'agriculture; 2°) l'économie du blé qui a été mise dans une situation extrêmement défavorable reste de façon dangereuse en arrière du rythme minimum nécessaire; 3°) la demande de la part de la population villageoise constitue pour une moitié une demande qui n'est pas agricole et elle est produite dans une mesure considérable par le développement de la grande industrie, de l'économie socialiste; 4°) une accélération nouvelle du rythme de développement de l'industrie dépend dans une mesure considérable de la production agricole de matières premières et de l'exportation agricole; 5°) de plus il est clair qu'étant donnée la répartition des ressources au sein de l'industrie (et, en ce qui concerne les investissements de capital au sein du secteur socialisé) il faut s'efforcer de calculer tous les facteurs qui garantissent « un développement qui se passera plus ou moins sans crise » (résolution du 15^e Congrès) une coordination plus active des diverses branches industrielles et des diverses branches du secteur socialiste.

LES PROBLEMES ACTUELS

En conséquence, poursuit Boukharine, deux problèmes viennent au premier plan : l'économie du blé et le problème des investissements.

Si la production de blé et son économie étaient satisfaisantes, il serait judicieux d'investir les capitaux dans l'industrie lourde. Mais devant la régression de l'économie du blé, il faut considérer qu'ici le point de vue de la production pure (augmentation de la production) coïncide avec le point de vue du « remplacement des classes » (collectivisation croissante des entreprises individuel-

les). Le problème se résoudra sur la base de l'essor des économies individuelles : « c'est ainsi, dit Boukharine, et non autrement que Lénine a posé la question. »

Cette tâche appelle de grands investissements de capitaux dans l'agriculture de façon à ce que la nouvelle technique (tracteurs, mécanique, chimie), la venue de cadres qualifiés, l'essor des économies industrielles et la création d'économies collectives enrayerent la régression de la production agricole : « la plus grande disproportion économique ».

Le problème de l'investissement de capitaux présente une limite supérieure. Ce sont les réserves à constituer, réserves en devises, en argent, en céréales. Non seulement, dit Boukharine, nous n'avons pas de réserves mais encore nous éprouvons des difficultés dans le ravitaillement.

Or la politique ne doit être ni celle de l'intérêt unilatéral de la production, comme l'entend Trotsky, ni celle de l'intérêt unilatéral de la consommation.

D'autre part des investissements trop lourds qui développeront trop rapidement certaines industries alors que leur produits ne trouveraient pas à s'écouler par suite de la pénurie de produits connexes (par exemple les matériaux de construction s'il manque verre, poutres, fils de fer, etc.) ne peuvent amener qu'un désastre par la suite. Une régression suivrait un développement forcé.

L'effet d'une assignation de capital exagérée ne serait pas d'activer réellement la construction dans des proportions analogues. Elle amènerait au bout de quelque temps l'arrêt des travaux ainsi commencés. Elle aurait une répercussion extrêmement défavorable sur les autres branches de la production. Elle aggraverait la disette générale sur toute la ligne. En définitive elle ralentirait le rythme du développement.

D'où la nécessité, dit Boukharine, de ne pas exagérer brutalement le rythme de l'industrialisation.

Pour maintenir le rythme il faudra assurer une activité plus grande de la production, par la rationalisation, l'économie etc... Une meilleure administration permettra de récupérer des sommes au moyen desquelles on adoucira la tension de l'industrialisation, on constituera des réserves, on maintiendra le rythme « réellement atteint ».

« Nous n'avons pas encore regroupé nos rangs comme l'exige la reconstruction ».

Boukharine termine en faisant appel à l'adoption de nouvelles méthodes scientifiques et modernes de production et d'administration qui rompent avec le provincialisme russe.

Et parallèlement il dit : « Nous sommes par trop surcentralisés. Ne pourrions-nous pas faire quelques pas dans la direction de l'Etat de communes de Lénine? » Il critique sévèrement la dégénérescence des bureaucraties « absolument indifférentes aux intérêts des masses, à leur vie, à leurs intérêts matériels et culturels ».

II

Tel est l'exposé de Boukharine, Sa tendance est la protection de l'essor des économies individuelles paysannes. Au travers d'une savante théorie économique c'est l'apologie de la production pay-

sanne qui est la fin politique. L'exposé tout entier dirigé dans ses termes contre Trotsky, attaque en fait Staline et la politique du centre stalinien.

La démonstration repose sur une subtile théorie expliquant la crise par une erreur dans l'appréciation des correspondances qu'il y avait lieu de respecter et d'observer entre le développement industriel et le développement des économies anarchiques de l'agriculture. Elle est dirigée contre l'industrialisation dévorante, fauteuse de déséquilibre, au nom d'une « combinaison aussi juste que possible des éléments de base de l'économie nationale ».

Les préoccupations dominantes de l'auteur sont celles d'un économiste d'Etat responsable de la vitalité de la société de la période de reconstruction dont il souligne « l'unité contradictoire mais réelle ». Le point de vue de l'économiste d'Etat d'une telle société l'emporte sur celui du révolutionnaire attentif aux positions respectives des classes, de combattant de la dynamique sociale révolutionnaire, qui prédomine dans les conceptions de l'opposition de gauche : l'hégémonie économique de l'industrialisation poussant la société dans la voie du socialisme prolongeait l'hégémonie du prolétariat industriel dans la voie révolutionnaire.

De même les rapports entre l'industrie et l'agriculture sont posés par Boukharine en soi, et détachés du milieu même où ils se présentent et qui, pour la majeure part, les détermine. Les relations du marché intérieur russe avec le marché capitaliste mondial ne sont pas même indiquées. Alors que la politique de l'industrialisation a notamment pour fondement la situation de l'industrie nationale russe par rapport à la production industrielle mondiale, alors que la demande d'objets manufacturés s'apprécie non seulement par rapport à la production industrielle russe mais encore, et au delà d'elle, par rapport au marché mondial présent, Boukharine persiste à restreindre son étude aux rapports mutuels du développement industriel et de la production agricole, comme s'ils étaient indéterminés par rapport à d'autres facteurs, et au premier plan, au facteur du marché mondial (3). De la même façon il passe sous silence les conséquences du prix mondial du blé sur la valeur de la production agricole soviétique.

En restreignant ainsi le plan général du programme de l'opposition dans ses perspectives révolutionnaires et mondiales, il lui est plus facile

(3) Cela n'est pas qu'à la droite ne soient pas attribuées des vues sur ces problèmes. Elles se caractérisent notamment par une politique d'importation d'objets manufacturés préférée à l'importation des machines, de façon à satisfaire immédiatement (et sans la « tension » de l'industrialisation) le marché. Elles visent dans le même but d'apaisement de la crise, à ouvrir des brèches dans le mur du monopole du commerce extérieur.

Dans son exposé Boukharine étudie la politique d'industrialisation sans distinguer son contenu : l'industrialisation à long terme (industrie des machines et de moyens de production) et l'industrialisation des industries de consommation, etc. Sur ce point aussi certaines tendances de la droite ont précisé qu'à la Russie convenait surtout l'industrie agricole (tracteurs, chimie, etc.), réservant leurs critiques à l'industrie non agricole.

d'édifier, en cantonnant sa discussion et, par là en déformant tout le programme de l'opposition, une critique économique.

Ce texte animé d'une certaine ardeur contre les fadeurs des thèses, les bureaucrates, le centralisme est la marque d'une nouvelle poussée politique. Sans doute ne constitue-t-il pas, dans sa subtilité théorique, la charte de l'opposition de droite. Boukharine nous a habitué aux théories de circonstances. L'opposition de droite trouvera des justifications plus larges de son libéralisme nouveau.

Si nous considérons la démonstration telle que ce texte nous la fournit, il est nécessaire de souligner que si le raisonnement en est conduit de façon pertinente il est loin de s'appuyer sur des faits ou sur des chiffres qui l'étayent et le justifient. L'absence de retard dans le rythme de croissance de l'industrie par rapport à l'agriculture s'appuie sur la comparaison de la progression intrinsèque, par rapport à soi-même, de chacune des deux économies. Ce qui ne répond pas la question — et cela d'autant moins que nul n'ignore de quel niveau très bas partait la production industrielle. Ce qui importe ici ce sont les chiffres absolus de revenus de l'économie industrielle, et de l'économie agricole, les chiffres absolus de l'offre industrielle et de la demande du village et leurs variations annuelles et réciproques. Pour pouvoir écarter, comme prétend le faire Boukharine, l'argument tiré de l'insuffisance où se trouve l'industrie de satisfaire à son double rôle : élever l'agriculture et satisfaire le village il faudrait nous donner les chiffres absolus des produits industriels offerts au village tant en moyens de production destinés au village (machines agricoles et électrification) qu'en moyens de consommation (objets manufacturés) ainsi que les chiffres absolus des revenus des deux sphères. Sinon, raisonner sur la contradiction causée par l'absence de correspondances entre les dynamiques propres de la croissance des deux productions est abstrait.

Ces données permettront d'éclairer le problème de la demande. Car la demande est un phénomène social subjectif et variable qui n'est objectivement mesurée que par la demande satisfaite. La politique des prix, l'inégalité des prix de la ville et de la campagne, la diminution des emblavures, la restriction des échanges, sont autant de facteurs étroitement liés au phénomène de la demande. Seuls, l'examen des chiffres absolus de la production de deux économies et l'analyse concrète des produits fournis aux marchés paysans (quantités absolues de boltes, de vêtements, d'instruments aratoires, etc.), permettraient d'apprécier l'équilibre qui s'opère entre les deux sphères de production, et les perturbations qui pourraient être dues aux défauts de correspondance entre le rythme de croissance des deux économies.

Tel est la véritable « théorie des crises » que Boukharine dégage de l'étude de la société de transition et au moyen de laquelle il ouvre la voie aux solutions de l'opposition de droite. Cette démonstration économique des « crises » n'est pas rapportée par lui à la structure de la société de transition ni surtout aux principes, non seulement économiques mais encore de dynamique révolutionnaire, qui constituent, aussi bien que l'économie de l'Etat soviétique, les fondements de la société de la NEP.

F. GÉRARD.

Dans l'Internationale

La crise des Partis Communistes Allemand et Tchécoslovaque

I

La crise du parti communiste d'Allemagne va en s'accroissant et en s'amplifiant.

De 1924 à 1927, ce parti a traversé, comme toutes les autres sections de l'Internationale Communiste, une série de crises qui n'étaient que les reflets des luttes intestines du parti russe. La « gauche » bolchevisatrice de 1924 se scinda lors du divorce Staline-Zinoviev, mais les créatures de Staline (Thaelmann, Heinz Neumann, Dengel, etc.) continuèrent la politique d'extrême-gauche de Ruth Fischer, Maslow et Urbahns, exclus.

En été 1928, ces remous de surface, déterminés presque exclusivement par les péripéties des luttes fractionnelles en Russie, s'effacèrent devant une lame de fond soulevée par la politique des dirigeants en Allemagne même. Il est difficile de juger, en Europe centrale et occidentale, des effets néfastes de la politique des bureaucrates russes sur P.U.R.S.S. Mais la masse des travailleurs révolutionnaires s'ébranla assez facilement en voyant dans son action quotidienne les résultats de la tactique et des méthodes de l'I.C. Le Parti s'effrita. Dans une situation extrêmement favorable — les réformistes votaient les crédits pour la construction du croiseur cuirassé! — la politique des dirigeants communistes aboutit à refouler les masses vers la social-démocratie et à consolider les positions des chefs réformistes.

C'est alors que la « droite », qui avait été mise au rancart après les événements d'octobre 1923, décida d'engager la bataille.

Le point de départ fut le scandale Thaelmann. Le comité exécutif de l'Internationale avait décidé de maintenir cet individu taré, convaincu de malversations, de recel, de corruption, à la tête du parti, en dépit des protestations indignées des militants. Se faisant les porte-parole de cette indignation, les dirigeants de la « droite » (Brandler, Thalheimer, Walcher, Böttcher, etc.) déclarèrent dès le début que le scandale Thaelmann, loin d'être le motif de leur action, ne constituait qu'un fait entre beaucoup d'autres, illustrant et caractérisant tout un système, illustrant et caractérisant tout un système. C'est à ce système politique insensé d'extrême-gauche, sectarisme, méthodes de direction bureaucratiques, dictature de clique sur le parti, qu'ils déclarèrent la guerre (1).

Aussi ne fut-il bientôt plus question des sommes subtilisées par Thaelmann et par ses amis. La lutte s'amplifia et le débat porta sur toutes les questions de tactique et de méthode du mouvement communiste. La question du front unique, la question syndicale, la nécessité d'un programme d'action concret, contenant des revendications transitoires susceptibles de mettre la masse en mouvement pour ses intérêts les plus

(1) Voir à ce sujet notre *Lettre d'Allemagne*, dans le n° 7 de *La Lutte de Classes*.

pressants, la fameuse formule de la « radicalisation des masses », tout cela fut soulevé et discuté devant les membres du parti en dépit de la résistance farouche de la bureaucratie de l'« appareil ».

Les camarades de la « droite » parcourent depuis plus de six mois toute l'Allemagne pour éclairer les fédérations, les organisations locales et les cellules sur les questions débattues. De nombreuses assemblées ont accepté de les entendre malgré la consigne absolue, donnée par l'appareil, d'étouffer leur voix. Exclues, ils ont réussi maintes fois à exposer leur point de vue devant des assemblées régionales et locales du parti. La Centrale stalinienne use contre eux de tous les moyens possibles de « persuasion » : agressions et menaces. L'appareil se sert des organisations du Front Rouge — soi-disant une association « au-dessus des partis » — pour combattre l'opposition.

Dans des circonstances normales, c'est-à-dire s'il y avait dans le P. C. A. la possibilité de discuter librement, l'opposition aurait déjà conquis le parti. Mais le bureau politique tout-puissant, investi de tous les pouvoirs et soustrait à tout contrôle de la base, exclut à tour de bras tous les militants qui osent avoir une opinion. C'est ainsi que les bureaucrates corrompus préparent la scission. Les meilleurs militants, les cadres de l'Union Spartakiste, sont aujourd'hui en dehors du parti. Cinq députés sur les 16 que les communistes ont à la Diète saxonne sont exclus pour avoir défendu les vues de la « droite ». En Thuringe, le parti officiel n'a plus qu'un seul député, les 7 autres ayant pris position pour l'opposition.

La « droite » proclame hautement son indépendance vis-à-vis des différentes fractions qui s'affrontent au sein du Parti russe. Elle ne veut être à la traîne ni des trotskystes, ni des staliniens, ni des Rykov, Boukharine et Tomsky. Elle estime que la position à l'égard des questions russes ne doit pas être le critérium pour la sélection d'une direction capable et clairvoyante du mouvement communiste dans les autres pays.

Tout en repoussant le programme de l'opposition trotskyste, les camarades de la « droite » allemande se prononcent — enfin! — contre les mesures de répression que subissent les opposants russes.

Pour l'Allemagne, comme en général pour toute l'Internationale, le groupe Brandler préconise le retour à la tactique du front unique, telle qu'elle fut définie par Lénine au troisième congrès de l'I.C. Il s'élève contre la rechute des bolchevisateurs dans toutes les bêtises de la « maladie infantile », notamment contre l'orientation de plus en plus nette vers la scission syndicale, susceptible de détruire les dernières attaches des organisations communistes avec le mouvement réel de la masse prolétarienne.

Le mouvement déclenché par la « droite » allemande est la réaction vigoureuse de tous les éléments du communisme allemand, restés sains au cours de cinq années de bolchevisation, contre la politique d'un « gauchisme » incohérent de la clique dirigeante de l'I.C., qui mène le mouvement communiste à sa perte.

II

La politique de suicide de la direction de l'I.C. porte ses fruits aussi en Tchécoslovaquie. Il y a

environ un mois, un grave conflit a éclaté au sein des syndicats rouges, affiliés à l'I.S.R.

La « droite », écartée il y a quelques années par les « bolchevisateurs », du cinquième congrès de l'I.C., a obtenu la majorité au Comité exécutif de la C.G.T. rouge et a rétabli le camarade Hais dans sa fonction de secrétaire général. Les membres des syndicats rouges étaient excédés de la « gymnastique révolutionnaire » à laquelle les astreignait une clique de dirigeants irresponsables à la Monmousseau et qui leur avait infligé défaite sur défaite au cours des dernières années.

Les bureaucrates détrônés ne s'accommodèrent cependant pas de bon gré de leur échec. Ils tentèrent de reprendre leurs places perdues en organisant plusieurs attaques contre la maison syndicale afin d'en expulser Hais et ses collaborateurs. Leur assaut fut repoussé, car aucun ouvrier n'était venu appuyer la charge des 30 fonctionnaires appointés du parti, venus en service commandé pour reprendre à main armée le secrétariat de la C.G.T. rouge. Ces énergumènes offrirent aux agents de police qui assistaient en spectateurs à cette scène, le spectacle d'une bagarre entre membres du parti communiste.

Le rétablissement de l'ancienne direction de la C.G.T. dans ses fonctions fut déterminé par les événements du récent congrès national du P.C. tchécoslovaque, tenu au mois de février.

L'ancienne direction gauchiste Jilek-Bolen, complètement discréditée par sa politique (ou plutôt par le simulacre de politique qu'elle appliquait sur l'ordre de Staline), y fut remplacée par une nouvelle direction, encore plus « à gauche » que la précédente. Sous la domination de la clique Jilek-Bolen les effectifs du parti étaient tombés de 140.000 à 70.000, l'influence du P.C. sur la masse ouvrière s'était presque totalement effacée. Les luttes intestines entre les bolchevisateurs d'observance stalinienne (Jilek-Bolen) et d'observance zinovéviste (Neurath), la campagne menée en sourdine contre la « droite historique » (Smeral - Kreibich), qui ne demandait qu'à se plier à toutes les exigences des bolchevisateurs, pour peu qu'on lui fît la paix, avaient sapé l'autorité de la direction. Un changement s'imposait.

Si Staline ne pouvait pas trouver d'hommes plus dociles en Tchécoslovaquie, il pouvait cependant encore en trouver de plus ignorants.

C'est ainsi que, du jour au lendemain, la direction gauchiste Jilek-Bolen se vit qualifier d'« opportuniste ». De nouveaux « révolutionnaires professionnels » furent chargés de prendre sa place.

Ces nouveaux personnages sont totalement inconnus de la classe ouvrière. Pour un léniniste de 1920, c'est un avantage plutôt qu'un défaut. Staline lui-même était resté si longtemps inconnu avant de se révéler dans toute sa grandeur! Sur les treize membres du nouveau bureau politique, il y a 9 étudiants.

Il ne faut donc pas s'étonner que les organisations syndicales aient repoussé la dictature d'une clique dont le seul mérite est d'avoir su plaire à Staline.

Lozovsky essaie actuellement de négocier avec Hais. On devine pourquoi : les bolchevisateurs ne peuvent avoir la majorité à un congrès quelconque que s'ils le préparent eux-mêmes et s'ils peuvent désigner eux-mêmes les « délégués » qui

leur agréent. La présence de Hais au secrétariat de la C.G.T. est une garantie pour que les délégués expriment les sentiments des militants qu'ils représentent. Et c'est cela que les Lozovsky et consorts craignent plus que le diable ne craint l'eau bénite. Ils essaient donc de manœuvrer, de gagner du temps, dans l'espoir qu'un nouvel assaut contre le secrétariat, couronné de plus de succès que les précédents, leur permette de « faire » le congrès comme ils l'entendent.

Le récent congrès national du P.C. tchécoslovaque a mis en lumière leurs méthodes de préparation. Le congrès du P.C.F. fut un modèle de démocratie à côté de ce qui s'est passé à Prague. En France, nous avions du moins un simulacre de consultation des militants de la base. En Tchécoslovaquie, les délégués furent désignés par les émissaires de Staline, à l'insu des cellules (bien rares) et des fédérations. Ils « représentaient » des membres qui ignoraient la tenue du congrès.

Sous prétexte d'illégalité, la presse communiste ne publia pas de compte-rendus du congrès. Ce n'est que trois ou quatre jours après la fin de la comédie qu'elle annonça aux militants le fait accompli, sans toutefois lui faire connaître les nouveaux maîtres de leurs destinées. Le

Journal fasciste *Vecerne Listy*, par contre, était si bien renseigné qu'il pouvait publier tous les soirs un compte-rendu détaillé des débats.

La révolte de la masse des membres du parti a commencée. La fédération du bassin minier de Kladno, une des plus importantes du parti, a exprimé sa méfiance envers la nouvelle direction.

Mais ce n'est qu'un commencement.

La direction, de son côté, commence à exclure les « insoumis ». Comme un peu partout, le parti communiste entre aussi en Tchécoslovaquie dans la phase de scission nette et ouverte, après les années de stagnation et de lente désagrégation.

N.D.L.R. — Les très brèves notes que nous publions ci-dessus ne visent qu'à informer sommairement nos lecteurs. Lorsque nous aurons fourni suffisamment de renseignement sur l'ensemble des idées et de l'action de l'opposition allemande, lorsque nous connaîtrons mieux le développement de la crise Tchéco-Slovaque, nous formulerons des appréciations politiques plus définies. L'opposition allemande n'a pas encore exprimé une position internationale précise; elle a même volontairement négligé d'aborder à fond les questions russes. Nous y reviendrons.

Le mouvement révolutionnaire Hindou

A propos d'une conférence d'André Philip

André Philip, membre du Parti Socialiste, et dont nous avons signalé (*Lutte de Classes*, n° 2) le remarquable ouvrage sur le *Problème ouvrier aux Etats-Unis*, revient des Indes; il y a mené durant trois mois une brève et sérieuse enquête sociale. Il vient d'en donner le compte rendu dans une conférence faite à la *Bataille Socialiste*.

C'est le compte rendu critique de cette conférence que nous donnons ci-dessous. Il intéressera sans doute nos lecteurs au moment où des échos de plus en plus nombreux nous parviennent des ébranlements successifs, et parfois contradictoires, qui secouent les masses paysannes et ouvrières indoues. Pour nous, communistes, le problème est de première importance. Il faut en connaître sérieusement les données fondamentales.

André Philip de retour des Indes devait parler à ses amis socialistes de la situation actuelle de la classe ouvrière et de la paysannerie dans cette partie de l'Empire Britannique que l'actualité met à l'ordre du jour. On connaît ce socialiste chrétien évangélique, grand admirateur du confus révisionniste De Man dont il s'est fait l'exégète, pour qui le socialisme « c'est la condamnation du Capitalisme au nom du Christianisme », mais qui, cependant, se double étrangement d'un enquêteur social sérieux et honnête dont notre revue a pu analyser avec sympathie l'excellent ouvrage sur le *problème ouvrier aux Etats-Unis*. Chez André Philip, comme chez l'apôtre Paul, il y a deux hommes dont l'un contredit l'autre constamment. L'enquêteur social est amené à

dire de rudes vérités à ses camarades de parti mais le chrétien avec son sens de l'idéal et des hautes valeurs religieuses a tôt fait de ramener l'autre dans le droit chemin en l'arrêtant sur cette pente dangereuse.

La première tâche, lorsqu'on lit ou lorsqu'on écoute André Philip c'est donc de faire le départ entre l'analyse objective de l'enquêteur social et la réaction subjective du Chrétien.

L'INTRODUCTION DU CAPITALISME ANGLAIS

La misère technique, misère au-dessus de laquelle personne ne songe à l'élever met le paysan Hindou qui, par sa masse, forme l'immense majorité de la population (80 %), dans un état d'extrême dépendance à l'égard des conditions naturelles. C'est la mousson bonne ou mauvaise, le régime des vents et des pluies qui décide chaque année de la famine ou de la prospérité relative. L'instabilité des conditions atmosphériques détermine ainsi l'instabilité sociale. Le paysan à la merci du temps est, par là-même, à la merci de l'usurier qui le pille et du grand propriétaire foncier qui l'exploite et l'assujettit. C'est là un processus classique et bien connu. Sur cet état de technique arriérée et bien connu, une structure sociale arriérée. Le régime des castes qui isole les individus en groupes imperméables les uns aux autres, et par là prévient toute cohésion, les superstitions, les tabous, les interdictions de toutes sortes l'ensevelissent dans cette torpeur. La routine bien connue du pay-

san est ici codifiée dans un système à la fois social et religieux. L'effet réagit sur la cause et la prolonge. L'Hindouisme est à la fois une religion et une morale qui prêche la vanité de tout effort humain, le goût de la résignation dans le néant.

Il y a 150 ans l'artisanat était pour la population paysanne de l'Inde, une source de revenus complémentaires, appelée par l'instabilité et l'insuffisance du travail agricole. Il triomphait surtout sous forme de tissage à la main. L'impérialisme anglais a déterminé une transformation importante qui pèse lourdement sur la situation actuelle de la paysannerie. Le capitalisme anglais a fait triompher le produit manufacturé du produit ouvré à la main, d'abord sous forme d'exportations, ensuite sous forme de produits de l'industrie nationale. C'est cette transformation qui n'est qu'un corollaire de la Révolution Industrielle qui détermine des idéologies comme celle de Gandhi. Gandhi voit la solution du problème social aux Indes dans le retour à l'artisanat et il comprend que cette solution exige en même temps une lutte contre l'Angleterre sous forme de non-coopération, de boycottage des vêtements européens faits à la machine. Mais Gandhi comme tous les utopistes rétrogrades, s'il est universellement respecté, ne peut rien contre cette évolution dans le sens de la Révolution Industrielle. Le Congrès national hindou peut bien proscrire le vêtement européen, les fabricants textiles, malins, produiront des étoffes qui imitent à s'y tromper le fait à la main. Ainsi par un pieux subterfuge on met d'accord les exigences de la conscience et celles du cours objectif des choses.

LE CAPITALISME HINDOU.

Le capitalisme anglais a fait tous ses efforts pour entraver le développement d'un capitalisme hindou et d'une industrie nationale hindoue, voulant se réserver l'Inde à la fois comme marché et comme source de matières premières pour les industries de la métropole. Ainsi, progressif dans la métropole le capitalisme anglais se montrait-il rétrograde aux colonies. Mais les efforts locaux sont impuissants contre un phénomène d'une portée aussi universelle que la Révolution Industrielle. Faute de pouvoir entraver cette évolution, le capitalisme anglais a cherché au moins à en prendre la direction et à l'enlever à la bourgeoisie nationale hindoue, entreprise où il ne réussit que partiellement et qui détermine contre lui, en retour, un mouvement offensif de cette bourgeoisie hindoue. C'est là qu'il faut chercher la racine du mouvement nationaliste hindou qui est, en fait, sous la domination de la bourgeoisie. Cette bourgeoisie hindoue, à l'exemple de la bourgeoisie chinoise, dont l'action soulève chez elle un grand enthousiasme, peut retourner contre l'adversaire occidental ses propres armes, l'industrie moderne, les idéaux démocratiques, etc. Mais en fait le bourgeois hindou, progressif en paroles, resté conservateur en pratique. Il dénonce en paroles dans les Congrès l'obscurantisme, le système des castes, la constitution autoritaire de la famille, la subordination sociale des femmes, pratiquement il continue à appliquer dans sa vie privée tout ce système qu'il dénonce. Comme il a besoin dans sa lutte contre l'Angleterre de l'appui des classes paysannes et ouvrières,

il développe une idéologie confuse de « socialisme » humanitaire et vague, de fraternité des classes, fort analogue à celui de 1848 en France et aussi à la doctrine du Kuomintang chinois.

LA SITUATION DU PROLETARIAT

Du prolétaire hindou, il faut d'abord et surtout retenir son origine immédiate paysanne. Les conditions misérables de la vie paysanne entraînent des paysans vers l'industrie urbaine, qui leur offre, toutes choses égales, un niveau de vie un peu supérieur. Mais c'est là une main-d'œuvre instable qui voudrait surtout retrouver dans l'industrie le complément qu'elle trouvait, jadis, dans l'artisanat. De là un va et vient de la ville à la campagne et de la campagne à la ville, une couche intermédiaire mi-paysanne, mi-ouvrière qui forme une fraction notable du prolétariat industriel. Le rêve du prolétaire urbain c'est de retourner vers son village, au moins pour y mourir. Cette instabilité de la main-d'œuvre entraîne une anarchie complète dans la répartition des salaires. Il faut déduire du salaire de l'ouvrier les pourboires de toutes sortes versés au contre-maître pour se faire embaucher, pour rester à l'usine, etc. Les salaires sont payés un mois et un mois et demi en retard afin de retenir, au moins pour un temps, les ouvriers à l'usine. De là vient que le paysan redevenu ouvrier, retombe comme du temps où il était paysan, sous la coupe de l'usurier, car en attendant les salaires il faut vivre. Les taux d'usure chez les professionnels sont énormes, ils vont jusqu'à 100 %, chez les contre-maîtres l'ouvrier trouve des taux un peu plus bas entre 20 et 40 %. Mais par là sa dépendance est accrue à l'égard du contre-maître. Les salaires versés sont absolument inégaux, on peut observer dans la même ville des variations de 40 % pour le même ouvrage. Ainsi le paysan retrouve à la ville l'instabilité de son existence à la campagne.

Il n'en est pas moins vrai que par là-même, il est précipité, sans transition, du rythme lent et irrégulier de la production agricole au rythme brutal, rapide et incessant de la production industrielle. Le paysan hindou était encore un artisan il y a cent cinquante ans. Maintenant toutes ses traditions techniques se sont perdues. C'est un monde nouveau pour lui. L'initiation est atroce et c'est dans la souffrance et dans la mort que le prolétariat hindou fait son éducation industrielle. Son inéducation même, appelle une discipline féroce de l'usine, indifférente à la vie ou à la mort d'un homme.

Les conditions de vie de l'ouvrier marquent cependant un léger progrès sur celles du paysan. Le paysan ne fait, en général, qu'un seul repas par jour (un peu de riz et jamais de viande) il arrive parfois à l'ouvrier d'en faire deux. Mais les conditions de logement sont pires à la ville qu'à la campagne. Des familles ouvrières entières vivent entassées dans d'étroits cubes de pierre où l'obscurité la plus complète règne en plein midi, au milieu desquels coule une rigole pour les ordures. Le résultat est une mortalité infantile effrayante.

Le prolétariat hindou a à faire face au capitalisme anglais et au capitalisme national hindou. En face de ce double capitalisme comment est-il assuré? Tout le monde a entendu parler des Trade-Unions hindoues mais que sont ces

Trade-Unions? Elles ont des origines très différentes, mais dans la plupart des cas elles ne sont pas l'œuvre du prolétariat lui-même se forgeant les instruments de sa libération. C'est du dehors que l'on a enseigné l'organisation aux ouvriers : tantôt c'est un fonctionnaire anglais plus ou moins affilié au Labour-Party qui cherche (A. Philip dixit) à détourner le mouvement ouvrier vers les fins de l'impérialisme britannique, tantôt c'est un capitaliste hindou philanthrope (réjouissez-vous, mânes de Robert Owen) qui organise lui-même les ouvriers mais peut-être est-ce plus prosaïquement dans le souci de faire servir cette organisation aux fins de sa lutte contre l'impérialisme anglais, tantôt enfin ce sont des intellectuels communistes que Philip déclare très intelligents et très sympathiques. Enfin quelles que soient leur origine, les organisations ne sont guère constituées pour mener la bataille ouvrière. Elles ont surtout un caractère philanthropique — logements, vivres à bon marché, embauche, etc. Enfin, même chez les communistes, elles restent déchirées par les luttes religieuses, soigneusement entretenues par l'impérialisme anglais.

LES LUTTES RELIGIEUSES

Les luttes religieuses entre Hindous et Mahométans ont objectivement pour base l'opposition des propriétaires fonciers (Hindous) et des usuriers (Mahométans). Bien entendu tous les Hindous ne sont pas propriétaires fonciers ni tous les mahométans usuriers, mais c'est à partir de cet antagonisme économique que se cristallise la lutte religieuse de couches beaucoup plus larges de la population. La forme subjective de ces luttes c'est l'opposition des interdictions religieuses propres aux hindous et aux mahométans — les uns respectent et considèrent comme sacré ce qui est profane pour les autres : ainsi pour les labours alimentaires. Politiquement les Hindous se situent à gauche dans la lutte contre l'impérialisme anglais tandis que les mahométans le suivent volontiers. Il faut noter cependant que l'exemple d'un Etat mahométan et d'un prince mahométan qui lutte contre l'impérialisme anglais est de nature à incliner les mahométans à la lutte anti-impérialiste et un revirement se produit maintenant. Cet antagonisme très complexe s'il se manifeste sous des formes grossières est soigneusement entretenu, comme on le sait, par l'impérialisme anglais qui s'est empressé de le codifier dans une véritable institution en organisant le vote par religion. La vieille maxime impérialiste de « diviser pour régner » ne perd pas ses droits non plus que celle d'organiser les émeutes chez les voisins pour mieux assurer sa domination, comme le montre l'exemple de l'insurrection contre Aman Oullah. Sans cet antagonisme pour une grande partie entretenu artificiellement et qui gagne toutes les couches de la population, la lutte anti-impérialiste prendrait aux Indes des formes beaucoup plus nettes.

A. Philip conclut en constatant qu'il n'y a aux Indes aucun mouvement socialiste dans le sens de la II^e Internationale. L'expérience des six mois au pouvoir du Labour-Party, et il y revient avec force à plusieurs reprises, a rendu solidaires, aux yeux des Hindous, le socialisme de la II^e Internationale et l'impérialisme britannique. La politique du gouvernement travailliste

aux Indes a manifesté la continuité de la politique travailliste avec la politique libérale ou conservatrice. Le récent voyage aux Indes de la Commission Simon, la participation travailliste, ne sont pas faits pour lever cette suspicion, mais bien au contraire pour la renforcer.

Les forces politiques aux prises pour l'hégémonie dans la direction du mouvement national sont celles du nationalisme bourgeois et du communisme.

LA CONSCIENCE DE CLASSE

Mais c'est ici que se manifeste la réaction subjective du socialiste et du chrétien. A. Philip pense que toute tentative communiste aux Indes est vouée à l'échec, elle aura pour effet de rejeter le mouvement national bourgeois dans les bras de l'Angleterre et de laisser désarmés devant l'impérialisme britannique quelques intellectuels communistes courageux qui auront entrepris la folle gageure de soulever un prolétariat qui n'a pas encore atteint la conscience de classe. Car c'est ici le nœud de la question. A. Philip pense que le mouvement ouvrier hindou ne s'est pas élevé à la conscience de classe au sens où l'on peut entendre ce mot en Europe et à cet effet il s'efforce de souligner l'hétérogénéité du développement du prolétariat aux Indes et en Europe. Le prolétariat hindou est pour lui un prolétariat arriéré, misérable, incapable d'un mouvement créateur original. Ses racines sont dans une paysannerie qui depuis cent cinquante ans a perdu les traditions techniques de l'artisanat, la joie au travail, le sentiment de propriété sur l'outil. D'après Philip l'ouvrier européen au contraire, aurait conservé, même dans le capitalisme, les traditions artisanales et c'est ce qui aurait contribué à la formation d'une conscience de classe. Son extrême instabilité telle qu'elle a été décrite plus haut, accroît sa dépendance multiforme à l'égard du capitalisme et de ses agents.

Enfin Philip appelle ici au secours le révisionniste De Man. L'existence d'un prolétariat ne suffit pas à constituer une conscience de classe, il faut encore une culture qui le favorise. La conscience de classe du prolétariat européen s'est formée grâce à l'appoint des idées démocratiques et chrétiennes, de la revendication égalitaire où De Man voit l'essence du socialisme. Au contraire, tout dans la culture hindoue continue à empêcher la formulation de telles revendications; la culture hindoue est une culture aristocratique et contemplative; elle est greffée sur le système des castes qui place au sommet de la hiérarchie sociale le prêtre et ravale le producteur au dernier rang, la religion hindoue maudit l'effort humain, elle enseigne le mépris de la vie et de l'action, elle rive chacun à sa condition en lui montrant dans cette situation de fait, le résultat de l'inxorable Karma, de fautes commises dans les existences antérieures.

En définitive Philip conclut que le salut de l'Inde dépend de l'importation des idées culturelles et surtout religieuses de... l'Europe. C'est seulement grâce à cet appoint vivifiant que pourra se former, aux Indes, une conscience de classe du prolétariat. C'est Gandhi qui en important aux Indes des idées tolstoïennes, qui en appelant à des formes de lutte (boycott, non-coopération) qui s'apparentent à la conception européenne de la

grève générale, lui semble s'être le plus engagé sur cette voie. Il souligne également le rôle des missions des Eglises Indépendantes protestantes qui, par leur œuvre philanthropique, par leurs idées de christianisme démocratique, contribueraient à ce progrès.

On voit, comme nous le soulignons au début, comment l'influence conjuguée de De Man et de l'Eglise réformée, ramène A. Philip des voies dangereuses où il semblait s'engager par sa critique du Labour-Party, dans le sentier bien sage de la social-démocratie de « gauche ».

Toute cette argumentation de Philip sur l'existence de la conscience de classe aux Indes a une origine purement objective et vient se greffer sur ses analyses objectives, d'une manière purement étrangère. Elle est même contradictoire : en effet Philip souligne d'une part qu'il n'y a pas à proprement parler de conscience de classe chez les ouvriers lorsque leur organisation est venue du dehors, est l'œuvre d'intellectuels, d'autre part il ne voit d'autre remède à cette situation que de faire importer la conscience de classe par... les missionnaires évangéliques. Or l'analyse objective contredit manifestement la réaction subjective c'est lorsque Philip nous montre 30.000 ouvriers envahissant le Congrès national hindou pour réclamer que l'on prenne davantage en considération le problème de leur émancipation.

L'analyse marxiste n'a jamais prétendu que l'existence d'un prolétariat suffit à faire paraître une conscience de classe, un jour apparaîtrait le prolétariat sorti tout armé de la première usine venue avec la totalité de ses idées révolutionnaires; contre ce schéma ridicule Philip et De Man ont beau jeu. En réalité il y a des degrés dans la conscience du prolétariat comme il y a des degrés dans la formation objective du prolétariat. Il y a la même distance entre un prolétariat encore semi-paysan, saisonnier, à peine dégrossi de sa gangue paysanne et le prolétariat évolué de la grande industrie européenne, qu'entre une conscience de classe confuse qui se réduit à celle d'avoir des intérêts distincts de ceux des autres classes et une conscience claire de l'opposition irréductible de ces intérêts à ceux de toutes les autres classes. Dans le geste des prolétaires rappelé par Philip, on peut saluer la naissance d'une conscience de classe des ouvriers hindous comme Marx a pu saluer le geste des ouvriers français de 1848 réclamant à l'Assemblée Nationale l'organisation du Travail.

De la même façon que, selon Marx, le présent des pays les plus évolués fournit aux nations les plus arriérées, une image de leur propre avenir, on peut dire que le passé des nations les plus évoluées fournit de puissantes analogies pour comprendre le présent des plus arriérées. C'est manifestement dans le but de faire pièce au déterminisme marxiste, que Philip exagère considérablement l'originalité et la spécificité des phénomènes économiques et sociaux propres aux Indes, l'origine paysanne du prolétariat industriel, les particularités sociales et religieuses du régime des castes et de l'Hindouisme. Ainsi tandis que, selon Philip, le prolétariat européen sorti de l'artisanat aurait maintenu dans l'industrie ses traditions techniques, la joie au travail, l'attachement à l'outil, etc., le prolétariat hindou

d'origine paysanne les aurait perdus entièrement. En réalité le prolétariat aussi bien en Europe qu'aux Indes a une origine à la fois artisanale et paysanne et du travail artisanal aussi bien que du travail paysan au travail industriel il y a une brusque solution de continuité. Sur cette situation les idéologies réactionnaires se sont développées dans l'Angleterre du dix-neuvième siècle aussi bien que dans l'Inde du vingtième siècle. Ruskin comme Gandhi a autrefois déploré la perte de la joie au travail, du sentiment de propriété du producteur sur son outil. Ce qui fait la gloire de Marx c'est d'avoir compris à l'époque même où le prolétariat européen présentait le même caractère arriéré et misérable qu'est, aujourd'hui, celui du prolétariat hindou, que « cette perte totale de l'homme » ne devait donner aux révolutionnaires aucune raison de désespérer, que ce qu'il fallait en attendre au contraire c'était « un regain complet ».

La répulsion entre les groupes, les interdictions de toutes sortes — alimentaires, matrimoniales, vestimentaires qui caractérisent le régime des castes sont une sorte de miroir puissant de ce qui est encore en Europe le régime des classes et de ce qui a pu y être le régime des ordres. Ce qui fait le caractère réactionnaire du régime des castes c'est la rigidité de ses articulations, tout ce qui en lui s'oppose à la mobilité sociale exigée par le régime capitaliste. C'est l'économie encore arriérée sur bien des points qui explique la survivance de cette structure sociale arriérée et c'est un des paradoxes dialectiques de l'impérialisme de maintenir de telles structures retrogrades en même temps qu'il crée les conditions d'un régime analogue à celui de l'Europe moderne.

On ne voit pas non plus, quoi qu'en dise Philip, ce qui sépare profondément la Religion de l'Hindouisme avec son sens de la hiérarchie sociale, sa malédiction contre la vie et contre l'effort humain, son idée de l'expiation et de la résignation, du christianisme européen, si l'on y voit une institution sociale, ce qu'il est réellement, et non un pieux idéal sans réalité historique et sans efficacité pratique. Philip doit bien savoir pourtant que le Christianisme idéal exaltant le libre développement de la personnalité humaine qu'il parle d'importer d'Europe aux Indes, n'a guère plus de réalité en Europe que le Bouddhisme qui, lui aussi, prêchait la fraternité humaine au-dessus des castes, n'en a eu aux Indes, comme il en convient. Toute religion et toute idéologie religieuse sont contre-révolutionnaires par essence.

Les problèmes de la Révolution hindoue sont à l'ordre du jour pour tous les révolutionnaires, c'est au marxisme militant et non à l'évangélisme impuissant et contre-révolutionnaire qu'il appartient de leur chercher des solutions.

André ARIAT.

L'abondance de matières

nous oblige à remettre au prochain numéro une Chronique des revues et des Notes économiques qui restent au marbre. Dans le prochain n° nous publierons un document important pour l'histoire de la Troisième Internationale : le discours prononcé par Rosa Luxembourg au premier Congrès du Parti Communiste Allemand.

Un faux

Rapport, après avoir déversé hebdomadairement des insanités dans l'*Humanité*, en 1928, dirige maintenant une revue, intitulée LA REVUE MARXISTE. Quoique placée sous l'égide du Parti communiste officiel et du « léninisme » le plus grossier, la revue de Rapport se pique de véritable indépendance marxiste, et pour tout dire, d'honnêteté scientifique.

Elle en donne la mesure dès son deuxième numéro. On y publie un article écrit par LÉNINE en 1922 pour la revue *Sous l'étendard du marxisme*. Cet article n'est pas inédit en France : il a déjà paru dans le *Bulletin Communiste* du 7 septembre 1922, p. 684. Le reproduire aujourd'hui est une bonne chose, mais il serait nécessaire pour cela de ne pas le tronquer et le sophistiquer.

Or, dans la version publiée par la *Revue Marxiste*, le premier paragraphe a disparu, et pour cause ! Le voici :

Tout ce qu'il y avait à dire d'essentiel sur les tâches générales de la revue Sous l'étendard du Marxisme a été dit — et excellemment dit — par le camarade Trotsky dans le n° 1-2 de cette revue. Je voudrais, pour ma part, m'arrêter à quelques questions, etc....

La *Revue Marxiste* débute simplement ainsi :

Je voudrais m'arrêter sur quelques questions, etc....

Sans parler de la puérile substitution suivante, à la fin de l'article. Où Lénine écrit : « Une revue marxiste (il s'agit de *Sous l'Étendard du Marxisme*) est tenue de guerroyer etc... », les rédacteurs de la *Revue Marxiste* écrivent : « La *Revue Marxiste* devra aussi mener la guerre, etc... »

Une revue marxiste, MM. les rédacteurs, est tenue de ne pas commettre de faux ! Les communistes savent maintenant ce que valent les boniments de ces savants faussaires et de ces « matérialistes » escrocs de la plus misérable sorte.

LA VIE DE LA REVUE

Notre précédent numéro a rassuré nos lecteurs : notre effort pour assurer une publication régulière de la revue ne se relâchera pas. Il faut maintenant poursuivre ; et c'est là le difficile.

Nous ne serons probablement pas en mesure d'assurer mensuellement la parution d'un cahier de 32 pages. Nous avons donc décidé de prendre pour base une parution mensuelle de 16 pages, quitte à paraître sur 24 ou 32 pages chaque fois que nos ressources le permettront.

Il va de soi que dans ces conditions nous ne pouvons maintenir le prix actuel du numéro et de l'abonnement, qui effraye beaucoup de lecteurs. Nous portons donc désormais le prix de l'abonnement à 20 francs pour la France et 30 francs pour l'étranger, et le prix du numéro à 2 francs. Il sera ainsi plus facile de multiplier la vente et les abonnements. Tous nos lecteurs peuvent donc dès maintenant renouveler leur abonnement pour le prix de 20 francs.

Vu notre absence de parution cet hiver, tous les abonnements seront prolongés de 2 mois. D'autre part nous prolongerons de 6 mois les abonnements de nos camarades qui viennent de s'abonner aux prix de 35 frs, au lieu de 20 frs, prix actuel.

Notre adresse aussi change. Ecrivez-nous 1 rue de la Réaie (app. 48), Paris (2°) et non plus boulevard de Vaugirard.

Enfin, nous prions les camarades de ne plus user de l'ancien Compte de chèques-postaux. Nous avons fait ouvrir un nouveau compte que nous leur demandons d'utiliser : P. Naville — 1333.80 — Paris.

Comme nous l'avons indiqué dans notre précédent numéro, nous ne pouvons plus faire distribuer la revue en province par l'agence Hachette, le bouillonnage étant excessif. Nous prions donc nos lecteurs de province de s'abonner directement à Paris (écrire 1, rue de la Réaie, compte chèques-postaux : Naville — 1333.80 — Paris).

Si un camarade peut écouler un nombre régulier d'exemplaires de la *Lutte de Classes* dans un coin, même 2 ou 3 qu'il nous le fasse savoir : nous lui enverrons régulièrement le nombre d'exemplaires demandés.

Si un camarade connaît un libraire, un marchand de journaux, susceptible de prendre la revue en dépôt, qu'il nous l'indique.

La *Lutte de Classes* est en vente dans tous les kiosques, à Paris.

Rappelons enfin que notre souscription reste permanente. Le produit de cette souscription nous est nécessaire pour continuer à paraître.

Dès le prochain numéro nous reprendrons notre rubrique l'*Opinion des militants*. Nous voulons être en contact toujours plus étroit avec nos lecteurs. Ecrivez-nous ! Envoyez-nous vos critiques et vos suggestions ! Nous ne laissons jamais une lettre sans réponse.

Que chacun de nos lecteurs soit un propagandiste : qu'il nous fasse lire, dans le parti, dans les syndicats, et hors du parti, que les jeunes soient touchés : là est une de nos tâches principales.

NOUS AVONS RECU AU BUREAU DE LA REVUE :

L'Impérialisme et la décadence capitaliste, par PRIMUS (Librairie du Travail). — *Impérialisme et Nationalisme*, par R. LOUZON (Librairie du Travail).

SOUSCRIPTION (2° liste) :

Achard, 25. — Eluard, 100. — A. P., 50. — Comité de rédaction de la Revue, 400. — Inoya, 20. — Y. Allègre, 100. — A. Voisin, 10. — Ruhl, 5. — P. Louvez, 5. — Perret, 5. — Total de la 2° liste : 720 francs.

Le Gérant : Pierre NAVILLE

Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slave